LA DÉFENSE DE NOTRE INDÉPENDANCE INTELLECTUELLE

PAR PAUL SEIPPEL
PROFESSEUR À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE



TIRAGE À PART DE
„WISSEN UND LEBEN"
15. déc. 1915 • IXe année

Art. Institut Orell Füssli, Zurich.

Même si la guerre actuelle épargne notre pays, elle n'en est pas moins un redoutable „Garde à vous!" Avant qu'elle éclatât nous ne savions pas bien nous-mêmes où nous en étions et à quel point nous étions menacés. Brusquement, nous avons constaté les emprises de toutes sortes qu'insensiblement les nations voisines avaient exercées sur nous dans le domaine de l'esprit, comme dans celui des intérêts matériels. Un effort énergique et persistant nous sera imposé pour réagir contre tant de forces qui tendent à nous absorber.

Ne nous faisons pas d'illusions. L'existence d'un petit Etat hétéroclite, au centre d'une Europe déchirée par les ambitions rivales de nos puissants voisins, est un fait paradoxal et quasi-miraculeux. Or, n'est-il pas vrai? nous ne croyons plus à d'autres miracles qu'à ceux que crée la volonté. Nous devons voir nettement tous les périls qui menacent notre existence nationale afin d'organiser la défense sur les points les plus menacés. Et le problème sur lequel nous, professeurs suisses des Universités suisses, nous devons concentrer tout d'abord nos efforts, est celui de la défense de notre indépendance intellectuelle.

J'ajoute que je me bornerai à vous soumettre à ce sujet quelques idées personnelles dont je garde seul la responsabilité. Je ne vous proposerai ni thèses ni résolutions. La discussion qui suivra aura le caractère d'un simple échange de vues. Comme nous sommes entre nous, chacun pourra dire ce qu'il a sur le cœur, sans arrière-pensée. Dès le début de ces réunions universitaires, nous devons nous imposer une double règle: la plus absolue franchise dans l'expression de nos idées personnelles et la plus large tolérance dans notre manière d'accueillir les idées de ceux de nos collègues qui peuvent être d'un avis différent du nôtre. Franchise et tolérance, tels doivent être les deux pôles de la vie intellectuelle d'un pays tel que le nôtre, dont l'idéal n'est pas l'unité, mais l'union dans la diversité.

I.

Nous avons tous à nous poser la question du poète: „De quoi demain sera-t-il fait?“

Un monde nouveau va naître dans l'angoisse et la douleur. Il faut que nous y entrions avec un cœur et un esprit renouvelés, si nous voulons demeurer dignes d'être les guides de la jeunesse qui sera appelée à reconstruire, sur tant de ruines, la maison de l'avenir. Sans doute, nous ne sommes pas tous appelés à modifier l'esprit de notre enseignement. Heureux les mathématiciens, car le monde peut être bouleversé de fond en comble sans que soient en rien modifiées les conditions dans lesquelles se posent les règles du carré de l'hypothénuse. Heureux les astronomes, car les contre-coups de la guerre qui dévaste notre insignifiante planète ne se feront vraisemblablement pas sentir jusqu'à l'étoile Sirius. Ils ont donc le droit enviable de regarder le train du monde, ainsi que le voulait Renan, du haut de cette bienheureuse étoile Sirius, et par conséquent de ne pas remanier les manuscrits de leurs cours. Il n'en est pas de même de nous autres historiens, juristes, économistes, philosophes, théologiens ou littérateurs. Nous travaillons dans le contingent et ne pouvons pas ignorer le train des affaires humaines, ni les révolutions qui s'accomplissent sous nos yeux. Nous sommes tous appelés à être les ouvriers de l'œuvre de demain. Ayant le bonheur d'habiter un petit pays où l'on a le droit et le devoir de garder son sang-froid pour voir clair dans les évènements contemporains, nous pourrons plus tard, lorsque l'hypnose belliqueuse se sera dissipée, faire pénétrer la lumière de la vérité chez les nations voisines. Quel travail sera nécessaire, pour que l'Europe savante devienne de nouveau habitable! Et, tout naturellement, si nous ne sommes pas trop pressés d'imposer nos bons offices, on en viendra à regarder de notre côté, parce que nous avons le rare privilège de pouvoir travailler à la fois au bien de notre pays et à celui des pays qui nous entourent et avec lesquels nous voulons conserver des liens, non de dépendance, mais de solidarité.

C'est vous dire que je ne viens pas vous recommander je ne sais quel protectionnisme intellectuel. N'empruntons pas à nos puissants voisins leurs préjugés nationalistes. Nous ne sommes pas assez grands pour nous montrer mesquins. Dans le domaine de la pensée,

comme dans le domaine économique, la Suisse ne peut pas vivre entièrement de son propre fonds. Elle ne produit pas toutes les matières premières qui lui sont nécessaires, mais elle les façonne et les marque à son empreinte. Ne pouvant avoir une culture suisse qui se suffise à elle-même, *nous devons être un centre de culture européenne marquée à l'empreinte helvétique.* Dans les emprunts que nous avons à faire à nos voisins, par la force des choses, les Suisses alémaniques reçoivent surtout de l'Allemagne, les Suisses romands de la France. Mais, ni d'un côté ni de l'autre, nous ne devons être exclusifs, et notre petite maison, bâtie sur la hauteur, doit garder des fenêtres ouvertes sur tous les points de l'horizon.

En ce qui concerne la Suisse romande, nous pouvons vous donner l'assurance que nous sommes fermement résolus, quelles que soient nos sympathies dans la guerre actuelle, à ne pas nous inféoder à la France et à défendre notre indépendance dans tous les domaines, en première ligne dans le domaine intellectuel.

Je ne veux pas dire que tout aille pour le mieux maintenant dans notre petit ménage romand. Nous avons, nous aussi, à lutter contre des courants dont la violence pourrait devenir plus tard dangereuse. Au début de la guerre la propagande française avait été extrêmement modérée et discrète, ce qui avait certainement servi la cause de la France. Aujourd'hui cette propagande, sans être dangereuse, commence à prendre des allures un peu trop théâtrales. Et je suis de ceux qui le regrettent. Que des écrivains français en renom viennent dans notre pays faire des conférences au bénéfice d'œuvres philanthropiques, c'est au mieux. Mais quelle malencontreuse idée de constituer, pour les lancer, un comité *franco-romand!* [1]) Et puis, nous avons, nous aussi, nos renégats. Qui dira le tort que, dans cette crise, ont fait à leur pays ceux qu'il faut appeler les amphibies, les demi-Suisses, les faux Helvètes de Paris ou de Berlin qui ne cessent de compromettre ou de calomnier leur pays d'origine, pour se faire bienvenir dans leur pays d'adoption? Ils font là un bien faux calcul et n'arrivent qu'à se faire parfaitement mépriser d'un côté comme de l'autre. Ne donnons donc pas à ces personnages-là plus d'importance qu'ils n'en méritent.

---

[1]) Je m'associe entièrement à ce qu'a dit à ce sujet Mr. Ernest Bovet dans le N° 4 de *Wissen und Leben* du 15 Novembre 1915.

Au point de vue universitaire — et c'est le seul dont nous ayons à nous occuper ici — je dois constater, comme un fait indéniable, que les relations entre la Suisse romande et la France sont beaucoup moins étroites qu'entre la Suisse alémanique et l'Allemagne. Ici, il y a échange perpétuel de professeurs et d'étudiants. Les universités suisses sont volontiers considérées par les jeunes savants allemands comme le premier échelon de leur carrière universitaire. D'autre part, la majorité des Suisses allemands exerçant des professions libérales ont fait au moins une partie de leurs études en Allemagne, leurs semestres d'Allemagne leur étant, sous certaines conditions, comptés comme équivalant à des semestres passés en Suisse. La Suisse romande n'a pas du tout les mêmes relations académiques avec la France. L'Université de France est un corps fermé et pratiquant le protectionnisme intellectuel. Elle ignore nos hautes écoles suisses. Très rares sont les étrangers qui arrivent à un poste officiel dans l'enseignement. Il faut qu'ils aient fait en France toute leur carrière et qu'ils soient naturalisés. D'autre part, nous n'avons que peu de chaires occupées par des Français. Trois à Genève. Quant aux étudiants romands, de mon temps, ils fréquentaient les Universités allemandes plus que les Universités françaises. Un ou deux semestres en Allemagne passaient pour le complément nécessaire de toute éducation soignée. Il en était encore ainsi, je crois, dans les années qui ont précédé la guerre.

Si, par la force des choses, nous, Romands, tenons les éléments essentiels de notre constitution mentale du pays dont nous parlons la langue, nous participons pourtant de plusieurs cultures. Il y a dans notre pays, et en particulier à Genève, une vieille tradition d'esprit européen. Par certains côtés de notre vie, par nos idées religieuses et politiques en particulier, par notre passion dominante, celle de la liberté individuelle, nous nous rapprochons davantage de l'Angleterre que de la France.

En des temps moins troublés j'ai entrepris une étude sur *les deux Frances* [1] et j'ai cherché à déterminer, le plus exactement que j'ai pu, quels sont les éléments de la mentalité française que nous ne pouvons pas faire nôtres, si nous voulons conserver nos

[1] *Les deux Frances et leurs origines historiques.* Lausanne, Payot et Cie. Paris, Alcan 1905.

propres traditions et maintenir notre indépendance morale. Il m'a paru que chez les deux Frances, à jamais rivales — quoique momentanément unies aujourd'hui, devant l'ennemi — une longue évolution historique a fait prévaloir un principe de soumission de l'individu à l'autorité spirituelle qui est contraire à nos traditions de liberté.

N'y a-t-il pas eu dans le nouvel empire germanique une évolution analogue aboutissant à une suppression plus radicale encore de la liberté individuelle? Je voudrais qu'un de nos concitoyens de la Suisse allemande fît sur la nouvelle Allemagne une enquête analogue à la mienne. Il pourrait rendre service à notre pays et peut-être à l'Allemagne elle-même. C'est par des études semblables que nous pouvons déterminer exactement les points menacés où nous devons creuser nos tranchées et organiser notre défense.

II.

Nous voici amenés à nous poser cette question d'ordre général: *Que devons-nous résolument rejeter, comme contraire aux conditions mêmes de notre existence, parmi les théories juridiques, morales et historiques qui nous viennent des nations voisines?*

D'abord les doctrines qui sont la moderne paraphrase du mot attribué à Napoléon „La force prime le droit". Toutes celles qui ne consacrent pas absolument l'inviolabilité des traités internationaux sont contraires à l'idée que la Suisse représente dans le monde. Nous devons les combattre partout où nous les rencontrons.

N'est-il pas étrange que les théories historiques ou philosophiques qui ont inspiré la politique impérialiste de l'Allemagne, celles qui justifient tous les abus de pouvoir du plus fort et ne reconnaissent pas le droit des petits peuples de disposer librement de leur sort, aient pu trouver parfois quelque crédit dans un pays tel que le nôtre, alors qu'elles sont la négation même de notre droit à l'existence? Ce serait l'agneau acceptant la philosophie qui donnerait au loup le droit de le croquer quelque jour, quand tel sera son bon plaisir.

Notre devoir n'est-il pas de combattre de telles idées, d'inculquer à la jeunesse un idéal plus élevé, celui de la justice entre les nations? Sans doute, notre enseignement n'influera pas sur l'histoire du monde, sans doute, pour des siècles encore

les rapports entre les peuples continueront d'être régis par cette philosophie du loup dont nous parlions tout à l'heure:

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

Mais, même si l'injustice et la brutalité triomphent, il ne faut pas se courber devant leur puissance aveugle. Et ne fût-il plus au monde qu'un peuple qui conservât le respect du droit, il faudrait que ce fût le peuple suisse.

Ce respect du droit nous avons le devoir de l'affirmer aujourd'hui à l'égard de la Belgique. Nous l'avons déjà dit bien haut, mais il ne faut pas se lasser de le répéter. Nous sommes moralement solidaires du peuple belge. La cause qu'il défend, au prix de tant de sacrifices, est notre cause. La renier, c'est nous renier nous-mêmes. Nous devons tous souhaiter, nous devons tous vouloir que l'injuste violence qui lui a été faite soit réparée et qu'il rentre en possession de sa complète indépendance et de ses droits de souveraineté. Si, tacitement, nous admettions que la Belgique pût être annexée, ou même réduite à l'état de vasselage, soit politique soit économique, nous mériterions nous-mêmes de subir plus tard le même sort. Il y a certains précédents qu'il ne faut pas laisser s'établir dans le monde. Déserter dans une circonstance aussi solennelle la cause du droit, ne serait pas seulement pour la Suisse une faillite morale, cela équivaudrait à un suicide. Nous cherchons avant tout la concorde et l'union de tous les Suisses de bonne volonté. Mais nous ne l'accepterions pas au prix d'une équivoque et d'un reniement.

Nous ne pouvons éviter de dire ici quelques mots du malentendu qui s'est produit entre nous. Si nos collègues Suisses allemands de l'Université de Zurich qui ont eu l'idée d'un manifeste et nous en ont soumis le projet n'ont pas mentionné la Belgique, c'est tout simplement parce qu'ils avaient en tête un autre sujet. Le titre même du document l'indiquait: *La mission des Universités suisses*. Mission d'enseignement et non directement de protestation. Il faut distinguer entre l'activité du professeur et celle du journaliste. Quant à ceux d'entre nous qui sont à la fois professeurs et journalistes — je suis un de ces maîtres Jacques — ils doivent prendre garde de ne pas confondre ces deux fonctions. Elles exigent des méthodes différentes. Du haut d'une chaire, je ne puis parler des évènements actuels comme je le fais dans un journal.

Quelle est la mission supérieure du professeur? Orienter dans le sens de la vérité et du droit l'esprit de la jeunesse et préparer un avenir qui soit meilleur que le présent. Dans notre enseignement, nous ne sommes pas liés à l'actualité. Nous devons regarder de plus haut, afin de voir plus loin. Nous devons discerner les causes morales profondes qui ont rendu possibles les criantes injustices dont nous sommes aujourd'hui les témoins épouvantés. Lentement, patiemment, en renforçant dans l'esprit de nos étudiants l'idée du droit, nous devons créer un état d'opinion qui pourra se propager et, dans l'avenir, rendre de plus en plus difficiles des faits tels que ceux qui révoltent aujourd'hui notre conscience.

N'y a-t-il pas là un terrain sur lequel nous pouvons tous nous entendre? Et ne serait-il pas absurde de se quereller lorsqu'on a les mêmes convictions et qu'on n'est séparés que par des questions de méthode ou de tempérament? Permettez-moi de vous le dire : nous devrions avoir un peu plus de confiance les uns dans les autres, et ne pas compliquer notre tâche en nous prêtant les uns aux autres on ne sait quelles intentions et quelles combinaisons qui n'ont jamais existé que dans des imaginations généreuses mais, peut-être, un peu surchauffées.

J'espère que ce malentendu est aujourd'hui entièrement dissipé et c'est avec un plaisir tout particulier que je vois dans cette salle plusieurs de ceux qui ont signé les contre-manifestes. En ce qui me concerne, j'aurais parfaitement pu signer le manifeste de Zurich et le contre-manifeste de Lausanne. Pour celui de Neuchâtel, j'aurais fait, peut-être, quelques réserves de style. Ne perdons pas davantage de temps à nous quereller quand nous n'avons aucun motif sérieux de le faire. Demeurons unis pour travailler, chacun à son poste et selon ses moyens, à une œuvre commune. Et que le premier exemple que nous donnions à notre peuple, à cette heure solennelle où ses destinées sont en jeu, soit l'exemple de la concorde.

III.

En second lieu, nous devons réagir, de toutes nos forces, contre les théories *contraires à la démocratie*. Autrefois, cela a été notre rôle. En 1848 nous étions l'asile des proscrits, et un centre actif de propagande en faveur des droits populaires. Sans

doute alors, les puissances absolutistes nous voyaient d'un mauvais œil. Mais du moins demeurions-nous fidèles à notre mission, et les peuples d'Europe avaient-ils les yeux fixés sur nous, comme sur la cité du refuge. Aujourd'hui nous n'avons plus le même prestige, parce que nous songeons surtout à une chose: à sauver notre mise.

Qu'il me soit permis de dire toute ma pensée. L'irréparable malheur pour l'Europe a été l'échec et la répression sanglante du grand mouvement démocratique de 1848. La génération idéaliste du milieu du siècle dernier valait mieux que la nôtre. Ah, si l'Allemagne nous envoyait encore, quelque jour, des proscrits pareils à ceux de 48, nous les accueillerions à bras ouverts, à Genève aussi bien qu'à Zurich, comme nous avons accueilli jadis les Carl Vogt ou les Hugo de Senger. Envers cette Allemagne idéaliste, nous avons une grande dette de reconnaissance. Nous attendons sa résurrection.

Mon espoir est que la guerre actuelle sera suivie d'un mouvement populaire européen, analogue à celui de 1848. Il ne faut plus qu'une guerre semblable qui coûtera des millions de jeunes vies, ruinera l'Europe et laissera derrière elle des deuils et des misères infinies, puisse être préparée et décrétée, sous le manteau de la cheminée, par quelques hommes irresponsables qui, leur funeste besogne accomplie, se déclarent innocents comme l'enfant qui vient de naître, et gorgent les peuples du vin mauvais des mensonges officiels, pour les lancer les uns contre les autres. Lorsque les peuples seront dégrisés, toutes leurs colères, si terribles qu'elles puissent être, seront légitimes. Déjà leurs yeux s'ouvrent. Ils commencent à voir la route.

Et ici je tiens à citer la conclusion d'une lettre qu'un conseiller municipal de Berlin a adressée à la *Voix de l'Humanité* (29 mai 1915).

„Die Diplomaten werden bald wieder miteinander dinieren und schwadronieren, die Fürsten werden sich auf sämtliche Wangen küssen und sich vermählen und verschwägern, aber die Völker werden noch nach Jahrzehnten leiden und bluten.

„Desshalb müssen wir, die wir ein Menschenalter für Vernunft und Völkerfrieden kämpften, mitten im Kriege die Kulturgemeinschaft der Nationen suchen und nach dem Frieden für Garantien sorgen, dass die Völker selber

mehr Einfluss gewinnen auf die Gestaltung ihres Schicksals. Für die unübertrefflichen Opfer an Gut, Gesundheit und Leben ist ein grösseres Mass von Freiheit und Daseinsglück ein nur *kleiner,* aber *selbstverständlicher Dank.*

Herzlich ergebene Grüsse Ihr

Waldeck Manasse,
Stadtverordneter von Berlin.

Voilà des paroles qui devraient trouver de l'écho dans notre pays. Il faut que nous sachions bien que tout triomphe de l'absolutisme dans le monde nous serait tôt ou tard fatal et que la cause des peuples opprimés est notre cause. Nous aurions tout à redouter d'une nouvelle Sainte Alliance qui tendrait à redonner de la vie à la vieille momie desséchée de l'esprit féodal, et à étouffer les légitimes aspirations des peuples à plus de liberté et à plus de justice. Si cet esprit de réaction triomphait dans le monde, notre pays, où un petit peuple montre que l'on peut allier l'ordre et la liberté, serait considéré, de même qu'après 1815, comme étant d'un bien mauvais exemple pour les nations européennes et nous en viendrions à être menacés dans notre indépendance.

On a souvent invoqué, ces temps derniers, le principe sacré de la solidarité monarchique; le principe que nous avons à représenter, nous, c'est celui de la solidarité des peuples. Si les peuples parvenaient à faire prévaloir leur volonté, il n'y aurait plus de guerre pareille à celle qui met aujourd'hui l'Europe à feu et à sang. Jamais les peuples n'ont voulu la guerre. On les y pousse comme dans un traquenard, après leur avoir bandé les yeux. Mais le mensonge n'a qu'un jour. Demain les yeux des peuples s'ouvriront. Nous devons les y aider et travailler à ce que, dans le monde civilisé, s'établisse un état social tel qu'on ne puisse plus voir cette chose monstrueuse: un souverain — c'est à dire un homme, sujet comme tous les hommes à des défaillances de volonté et à des entraînements irréfléchis — tenir dans sa main fermée et gantée de fer la paix du monde et n'avoir qu'à l'ouvrir un jour, pour que se déchaîne une catastrophe pareille à celle que contemplent aujourd'hui nos yeux épouvantés. Que cette guerre maudite, qui a mis aux prises des peuples faits pour se comprendre et travailler côte à côte à une œuvre commune et les laissera saignés à blanc, ait du moins ce résultat d'être la ruine morale de l'absolutisme. Et nous, Suisses, au lieu de ne songer qu'à notre sécurité égoïste,

redressons-nous, reprenons conscience de la mission qui a été la nôtre autrefois, soyons dans le monde les champions de la cause de la justice et des droits populaires.

IV.

Enfin nous devons être opposés à toutes les doctrines *contraires à la liberté.* Une discussion académique s'est produite au Conseil National à ce sujet. On s'est demandé si la liberté individuelle, telle qu'elle est garantie par nos institutions et par celles des Etats les plus avancés de l'ancien et du nouveau monde, est d'origine latine ou germanique. J'ai cherché à démontrer ailleurs [1]) qu'elle a sa source dans la conscience religieuse qui, par une nécessité intérieure, a dû briser toute contrainte pour préserver sa foi. La liberté est née au sein de la Réforme calviniste, et a pénétré ensuite en Ecosse et en Angleterre, où elle a provoqué la révolution des Puritains. Puis elle a été exilée en Amérique avec les passagers de la *Mayflower,* elle a inspiré les constitutions des Etats américains, modèles de la déclaration française des droits de l'homme. Cette genèse peut être démontrée historiquement. Au demeurant la question de savoir si la liberté est d'origine latine ou germanique est secondaire; l'essentiel pour nous est qu'elle soit et demeure suisse. Pour nous, Romands, c'est la question vitale. Nos Confédéres ont peine à le comprendre et ils nous taxent parfois de doctrinarisme. La liberté individuelle est pour nous la condition essentielle de notre existence, l'atmosphère nécessaire à nos poumons. La première des missions de l'Etat est de nous la garantir, et notre premier devoir est de résister à l'Etat s'il la limite au delà du nécessaire.

Deux conceptions politiques sont en présence. D'une part celle de la solidarité libre. Elle se développe surtout dans les pays anglosaxons, avec lesquels nous avons des affinités spéciales. D'autre part, celle de l'omnipotence de l'Etat, qui, pour arriver au maximum de rendement de sa force, en vient à créer une sorte de machinisme humain. L'individu n'est plus que le rouage bien taillé, remplissant exactement la fonction qui lui est dévolue. En France, de Louis XIV

---

[1]) *Genève et la tradition de la liberté;* dans le volume *Escarmouches,* Payot et Cie. M. le professeur Fleiner vient de développer magistralement ce sujet dans son discours d'inauguration à la Faculté de droit de l'Université de Zurich.

à Napoléon Ier, un long travail en était arrivé à la perfection de ce mécanisme fait pour broyer toutes les résistances individuelles ou collectives. C'est ainsi que tous les centres vitaux secondaires, tels que provinces, corporations, fondations, associations libres, avaient été peu à peu absorbés par l'Etat et moulus en menue farine. Et il n'y a plus eu que l'Etat tout puissant, fonctionnant comme une machine bien graissée et réduisant les individus à l'état de poussière humaine.

En Allemagne, nous avons assisté à une évolution toute semblable, mais infiniment plus rapide et plus méthodique. Partout le principe de l'*impérialisme* produit les mêmes résultats. Partout il arrive à accroître démesurément les attributions de l'Etat, et à domestiquer l'individu, dans lequel on ne voit plus l'homme, mais la fonction. On prend l'individu dès sa petite enfance, on le fait passer par plusieurs laminoirs scolaires successifs, le service militaire et l'Université achèvent le travail, et la substance humaine en sort à l'état de pâte aplatie et assouplie, qu'on plie et qu'on roule à volonté. C'est par un procédé analogue qu'on arrive à faire, avec les sapins des forêts, des feuilles de papier. Le triomphe du système est de produire *l'unité d'opinion*. C'est à cela que le pouvoir a sans cesse travaillé en France. C'est pour cela que Napoléon avait créé son chef-d'œuvre, l'Université de France, destinée à devenir la caserne des intelligences. Et il résumait en ces mots l'idéal auquel il voulait atteindre: „Sur les affaires publiques qui sont mes affaires, en matière politique, sociale et morale, sur l'histoire, notamment sur l'histoire actuelle, personne, dans la génération présente, ne pensera, excepté moi, et, dans la génération prochaine, tout le monde pensera d'après moi.“ [1])

N'y a-t-il pas un travail semblable en Allemagne? N'est-on pas arrivé également, par le *drill* intellectuel, à produire une unité d'opinion telle qu'il semble aujourd'hui que l'individu n'existe plus, qu'il a abdiqué entièrement son jugement personnel et son sens critique, et qu'à quelques rares exceptions près toutes les mécaniques cérébrales des soixante-huit millions de sujets de l'Empire marchent à l'unisson, comme des horloges électriques qui seraient actionnées par un réseau de fils partant de l'Observatoire de Berlin? La mécanique puissante des princes de la science

[1]) Cité par Taine. *Origines de la France contemporaine.* T. XI p. 286.

fonctionne exactement comme celle des caporaux de l'armée prussienne. Et le manifeste des 93, qui est la négation même de l'esprit critique, en est un exemple à jamais mémorable.

Que cette unisson produise un effet extraordinaire de force et de grandeur, je ne le nie pas. Mais tout de même, que Dieu nous préserve d'arriver jamais, dans notre petit pays, à une unité d'opinion acquise à ce prix-là! Querellons-nous plutôt tout notre saoûl, puisque c'est la vieille et mauvaise habitude des Confédérés, et après nous être querellés, tendons-nous la main et mangeons la soupe au riz de Cappel.

Dans le conflit actuel, je vous assure que nous, Suisses romands, nous ne nous laissons pas entraîner par nos instincts de race. A Genève, au début de la guerre de 1870, nous étions pour l'Allemagne contre la France, parce que la France en était encore alors à sa phase conquérante et dominatrice, et que nous craignions qu'elle ne menaçât notre indépendance.[1] Si jamais, contre toute attente, elle la menaçait de nouveau, nous reprendrions avec énergie une lutte plusieurs fois séculaire pour défendre cette indépendance, dans tous les domaines, comme nous l'avons fait autrefois. Maintenant, à nos yeux, la menace vient d'ailleurs. Ce que nous redoutons, c'est qu'un pays, quel qu'il soit, établisse son hégémonie sur l'Europe, et si ce pays a des tendances absolutistes, nous le redoutons doublement. Le péril pour nous, c'est l'impérialisme sous toutes ses formes et notre souhait est que cette guerre n'ait pas pour conséquence la domination d'une nation ou d'une race sur les autres, attendu que la Suisse ne peut vivre libre que dans une Europe libre.

Pour le maintien de notre liberté, des sacrifices nous seront nécessaires. Si nous acceptons les théories de la *Realpolitik*, si nous considérons l'Etat comme une maison de commerce dont le bilan doit être assez avantageux pour assurer à chaque associé la plus grande somme de bien-être possible, c'en est fait de notre liberté. De ce point de vue là, un petit Etat comme le nôtre n'a pas de raison d'être, parce que son rendement n'est pas avantageux. Les vieilles hôtelleries suisses de vingt ou trente lits sont d'un mau-

[1]) J'ai développé ce point de vue plus en détail dans un discours prononcé à Bâle sur l'invitation de la Société helvétique: *Les évènements actuels et le point de vue de la Suisse romande,* Zurich, Rascher et Cie.

vais rapport; il n'y a plus que les Palaces qui puissent donner des bénéfices sérieux, quand les affaires marchent. Commercialement, il vaudrait mieux nous agglomérer à un plus grand Etat; les frais généraux seraient moindres, les débouchés plus larges.

Il y a hélas! des *Realpolitiker* qui le pensent, il y en a qui ne craignent pas de le dire dans l'intimité. C'est contre cet esprit là que nous avons à lutter. Le fondement de notre indépendance ne peut être que de nature idéale. Chacun d'entre nous doit être prêt à sacrifier à des biens supérieurs une part de son bien-être. Pour vivre libre, il faut au besoin savoir vivre pauvre. Mieux vaut encore être le loup, souvent à jeun, qui court librement à travers monts et vaux, que le chien de ferme gras et repu, mais portant au col la marque de sa chaîne. La liberté ne peut être maintenue, au prix d'un constant effort de la volonté, que si l'homme sent en lui quelque chose qui le dépasse et à quoi il soit toujours prêt, s'il le faut, à s'immoler lui-même. C'est dans ce sens idéal que nous avons à orienter notre enseignement. Nos Universités ne doivent pas être seulement des fabriques de diplômes. Il faut qu'elles aient un idéal à proposer à la jeunesse. Il faut qu'elles lui apprennent à servir cet idéal.

Mon but était de vous dire contre quelles doctrines, contre quelles tendances nous avons à lutter pour maintenir notre indépendance intellectuelle et notre liberté morale. Quelques-uns de mes collègues insisteront tout à l'heure sur la partie positive de notre tâche, sur ce que nous avons fait jusqu'ici et sur ce que nous avons à faire encore, dans différents domaines, pour demeurer nous-mêmes et préserver ce que vous appelez votre *Eigenart,* un mot excellent et qui nous manque malheureusement en français.

Il est une *Eigenart* à laquelle nous devons tenir tout particulièrement. Cette guerre qui nous a épargnés alors que tous les peuples sont précipités dans la fournaise, nous donne, même intellectuellement, une position privilégiée. Nous pourrions et nous devrions conserver l'intégrité de notre sens critique. Et si nous savions le faire, en nous garant mieux des préjugés aveugles que nous imposent nos voisins, nous ne tarderions pas à acquérir une très grande autorité morale. Nous serions le petit pays où l'on cherche la vérité pour elle-même et non pour

exalter l'orgueil d'une nation et d'une race; nous serions le petit pays où le mensonge officiel, d'où qu'il vienne, n'a pas accès et où l'on sait faire justice de toutes les calomnies, et comprendre le génie de toutes les nations voisines.

Avons-nous su jusqu'ici remplir dignement ce rôle magnifique? L'état mental de l'Europe actuelle est effrayant. Il semble que les dernières lueurs de la raison humaine se soient éteintes. Il semble qu'il n'y ait plus nulle part un cerveau capable de penser librement. C'est aujourd'hui que se réalise pleinement la parole de Pascal: „Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà." Vraiment la raison individuelle n'existe plus; elle est absorbée, engloutie par le milieu. Et l'on voit des hommes sensés qui, passant d'un milieu à l'autre, changent instantanément d'opinion. Hélas! ce que c'est que de nous!

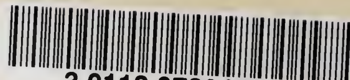
Parfois je me prends à me tâter et à douter de ma propre existence. Je me dis: Si le hasard de ma carrière m'avait conduit à Berlin ou à Paris, je serais un autre homme, ma machine pensante fonctionnerait autrement, ce qui est pour moi mensonge serait vérité, et ce qui est vérité mensonge. Mais je suis en Suisse, morbleu! j'ai le droit et le devoir de sauvegarder mon indépendance intérieure et il faut que je fasse tout au moins un effort pour être un homme et non un appareil enregistreur. Voilà l'effort, l'immense effort que nous aurons à faire, et auquel nous aurons à convier la jeunesse. Cette guerre va laisser derrière elle non seulement des deuils et des ruines sans fin, mais encore un lourd héritage de mensonges, de préjugés et de rancunes qui se transmettra de génération en génération. Que pouvons-nous faire pour porter remède à ce fléau? Je ne crois plus aujourd'hui que nous puissions, de longtemps, travailler directement à rapprocher les hommes de bonne volonté des nations en guerre. Cela viendra peut-être plus tard. Il faut attendre. La seule chose que nous puissions faire à cette heure, c'est de conserver, autant que faire se peut, notre propre équilibre mental, de donner à notre raison et à notre sens critique le pas sur nos passions instinctives et de nous préparer par là au rôle que nous aurons à jouer plus tard.

Avons-nous su le faire assez jusqu'ici? Ne nous sommes-nous pas laissé emporter en sens opposés par les grandes vagues qui nous venaient d'au delà de nos frontières? Nous voici arrivés au

bord du fameux fossé dont on a tant parlé et nous ne pouvons pas le sauter à pieds joints. Mais, moi qui fais sans cesse la navette entre Genève et Zurich, je vais vous dire mon sentiment. Certes, je ne veux pas nier nos discordes, elles ne sont que trop évidentes. Mais elles sont moins profondes qu'on ne le croit. Il y a un petit nombre d'hommes qui parlent et qui disent beaucoup de sottises — dans les journaux surtout. On n'entend qu'eux. On croit qu'ils traduisent les sentiments de leur peuple. Bien plutôt les trahissent-ils. Dans notre pays comme ailleurs, cette guerre, sachons le reconnaître, est la faillite des intellectuels. Et comme ces intellectuels ont fini leur éducation dans nos Universités, n'est-ce pas le signe qu'il y a quelque chose à changer dans notre enseignement ? A la suite de la motion de M. Wettstein au Conseil National on s'occupe beaucoup, dans la Suisse alémanique, d'une réforme de l'instruction primaire et secondaire. Nos collègues, MM. Grossmann, Falke, Théodore Vetter, de Montenach, d'autres encore, ont dit à ce sujet des choses excellentes. Nous devons examiner si ces réformes ne doivent pas s'étendre à l'Université et s'il n'y a pas quelque chose à changer à l'esprit de notre enseignement.

Notre peuple vaut mieux que ceux qui prétendent être ses directeurs spirituels. J'ai une confiance absolue dans le peuple suisse, dans son solide bon sens, dans la force intacte de son esprit national, dans son amour jaloux de l'indépendance et dans son esprit de concorde. Des paroles aigres s'échangent dans les journaux ou du haut des tribunes. Mais partout où de braves gens de la Suisse alémanique ou de la Suisse romande se rencontrent, ils se tendent la main sans avoir le moindre fossé à franchir.

Quant à nous, intellectuels et universitaires, notre devoir me paraît clair: *Notre peuple est parfaitement sain, nous ne devons pas le pervertir.* Si nous n'avions pas ce roc solide, sur lequel nous pouvons construire en toute sécurité, nos efforts seraient vains; nous ne pourrions échafauder artificiellement que des édifices éphémères que le premier vent d'orage emporterait. Notre devoir est donc d'être les interprètes fidèles de la conscience de notre peuple, de son histoire, de ses traditions, de sa forte sève morale, du génie qui lui est propre. Nous avons la chance exceptionnelle de pouvoir le faire sans verser dans un nationalisme étroit, puisque notre pays est le confluent de plusieurs cultures et,



comme on l'a dit, „une petite Europe réconciliée". Veillons à ce que les discussions de la grande Europe ne désunissent pas notre Europe en miniature. Et nous qui, seuls peut-être, n'avons aucune ambition conquérante, ayons une ambition plus haute, celle d'allumer et d'entretenir sur la montagne le feu sacré de la vérité, afin que, lorsque l'ombre devient plus opaque dans ce monde, il y ait au moins un point lumineux vers lequel les peuples en détresse puissent porter leurs regards.

Rapport présenté à la première assemblée de l'*Association nationale des Universitaires suissse,* tenue à Berne le 15 Novembre. La question à l'ordre du jour était: „Que doivent faire les universitaires suisses pour la défense de l'indépendance intellectuelle de leur pays?"

